

Extrait du Spyworld Actu

<https://www.spyworld-actu.com/spip.php?article224>

Le Canada dit non au bouclier antimissile de son voisin américain

- Défense - International -



Date de mise en ligne : vendredi 25 février 2005

Spyworld Actu

Au risque d'envenimer des relations déjà tendues avec son puissant voisin américain, Ottawa a décidé jeudi de ne pas participer à son bouclier antimissile, un projet auquel l'opinion canadienne est majoritairement hostile. "Après un examen soigneux de la question, nous ne participerons pas au bouclier antimissile", a annoncé le ministre des Affaires étrangères Pierre Pettigrew devant la Chambre des Communes, salué par une salve d'applaudissements. Après plus d'un an de valse hésitation, le gouvernement du Premier ministre Paul Martin a tranché, alors qu'un sondage du Toronto Star assurait jeudi que 54% des Canadiens étaient contre le bouclier, et 34% pour. "Nous respectons le droit des États-Unis de défendre leur territoire et leur population", a souligné jeudi Paul Martin, conscient que cette décision n'allait guère plaire aux Américains. Paul Martin, qui comptait appeler le président George W. Bush dans la journée ou vendredi, a tenté d'amortir le coup en faisant valoir que "le Canada et les États-Unis demeurent l'un pour l'autre l'allié le plus fidèle et l'ami le plus dévoué". Et de rappeler que le Canada continuait de participer au Norad, le Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord, qui depuis près de 50 ans assure la défense commune des deux grands voisins. "Les Canadiens nous ont informés de leur décision. Nous en prenons note", a indiqué un responsable du département d'Etat à Washington qui s'exprimait sous couvert de l'anonymat. "Nous espérons que malgré cette décision nous serons capables de poursuivre notre vaste coopération sur des sujets bilatéraux dont la coopération dans le domaine de la défense", a-t-il ajouté. Lorsque George W. Bush avait présenté officiellement ce projet de bouclier en décembre 2002, le Canada avait immédiatement émis des doutes sur sa faisabilité, craignant de plus qu'il ne mène à une "militarisation de l'espace", d'autant plus inquiétante que rien ne garantit à terme que les États-Unis conserveront leur supériorité technologique. Pourtant, le Canada et les États-Unis s'étaient entendus cet été pour modifier l'accord sur le Norad afin de l'adapter au déploiement du bouclier antimissile, un geste perçu alors comme un appui d'Ottawa au bouclier. Le Premier ministre, lui-même, avait assuré qu'il valait mieux être à la table des décisions que de se les faire imposer. Mais à la tête d'un gouvernement minoritaire depuis les élections de juin, Paul Martin a dû tenir compte de l'hostilité au projet de deux des trois partis d'opposition, les indépendantistes québécois et le Nouveau parti démocratique, sans compter des députés de son parti libéral. Les récents ratés techniques du bouclier américain n'ont rien fait pour aider. Censé défendre les États-Unis d'une attaque par un petit nombre de missiles lancés par un pays ennemi, comme la Corée du Nord ou l'Iran, le système, basé sur un vaste réseau de détection radar couplé avec des missiles intercepteurs, a essuyé deux échecs en deux mois. Mais après ce refus, beaucoup se demandent quelle marge de manoeuvre restera au Canada pour empêcher que missiles et antimissile ne passent au-dessus de son territoire. "Le Canada est une nation souveraine. Nous nous attendons et nous insisterons pour être consultés en cas d'intrusion dans notre espace aérien", a pourtant assuré le Premier ministre. Lorsqu'il était venu l'automne dernier, George W. Bush avait insisté sur la nécessité qu'Ottawa se joigne à ce projet qui lui est cher. Après la guerre en Irak et les différends commerciaux sur le bois, le boeuf ou le blé, ce geste de défi canadien risque à nouveau de compromettre le timide réchauffement amorcé par ce voyage.